

# GEORGES CAVALIER

46 ANS

**Equipe de rattachement : droit public** (à la suite de la dissolution du centre de droit des affaires rattaché à l'équipe de droit privé en 2010)

**Centre d'Etudes et de Recherches Financières et Fiscales (CERFF)**

[georges.cavalier@univ-lyon3.fr](mailto:georges.cavalier@univ-lyon3.fr)

[https://hal-univ-lyon3.archives-](https://hal-univ-lyon3.archives-ouvertes.fr/search/index/q/authFullName_t%3A%28Cavalier+Georges%29/)

[ouvertes.fr/search/index/q/authFullName\\_t%3A%28Cavalier+Georges%29/](https://hal-univ-lyon3.archives-ouvertes.fr/search/index/q/authFullName_t%3A%28Cavalier+Georges%29/)



## Georges Cavalier

MCF Lyon 3 (classe normale)

### I PARCOURS UNIVERSITAIRE

- 2009 : **Habilitation à diriger des recherches**, Université Lyon 3, à l'unanimité avec les félicitations du jury
- 2006 : Recrutement comme **Maître de conférences**, Université Lyon 3
- 2005 : **Docteur en droit** à l'unanimité avec les félicitations du jury, Lyon 3 et Université Radboud de Nimègue – Pays-Bas (cotutelle)
- 2004-2006 : **Assistant**, Département de Droit Commercial, Université de Genève
- 2003-2004 : **Chercheur Junior** (*Junior Onderzoeker*), Université Catholique de Nimègue (Pays-Bas)
- 2001-2003 : **ATER**, Université Lyon 3
- 1998-2001 : **Chargé de travaux dirigés**, Université Lyon 3
- 1998 : LL.M. in Common Law Studies, Georgetown University Law Center – Washington, D.C.
- 1997-1998 : **Assistant du University Professor J. Jackson** au Georgetown University Law Center, Washington, D.C.
- 1996 : Master 2 droit des affaires et fiscalité, Université Lyon 3 (major, mention bien)
- 1995 : Master 1 droit des affaires et fiscalité, Université Lyon 3 (major, mention)

### II ENSEIGNEMENTS

**Université Lyon 3** : Droit fiscal général (Licence 3 depuis 2015) ; Droit fiscal de l'entreprise (Master 1 depuis 2015) ; Droit des obligations (Licence 2 2010-2016) ; Droit Approfondi des Sociétés (Master 1, 2008-2015) ; Introduction générale au droit (Licence 1, 2008-2012) ; Droit du commerce international (Master 1, 2006-2008) ; *French Corporate Law*, Lyon 3 LL.M. program (équivalent au Master 2 - cours dispensé **en anglais**, 2006-2011) ;

**Universités de Nice** : cours de M1 droit fiscal de l'entreprise (semestre janv. - juin 2018), et M2 droit notarial (2018), ainsi que séminaire sur l'analyse économique du droit, Master 2, 2012) et d'**Aix-Marseille** : séminaires en langue anglaise de droit des sociétés en anglais dans le DESU *Economic Law*, ainsi que de fiscalité européenne dans le LL.M *in European Business Law*, 2016-2017 et 2017-2018 (et cours de fiscalité internationale)

**Université Lyon 2** : Droit fiscal (Master 2) 2009-2010 ; Droit des sociétés et Droit de la cession d'entreprise (Master 2) 2002-2009

**Missions d'enseignement à l'étranger** (Afrique, Arménie, Brésil, Etats-Unis, Egypte, Italie, Liban, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Vietnam).

### III ACTIVITES SCIENTIFIQUES

#### A. Production scientifique

##### a. Publications (v. liste en Annexe I), dont :

- une thèse publiée (prix de thèse), participation à plusieurs ouvrages collectifs, et plusieurs articles et notes de jurisprudence aujourd'hui essentiellement en droit fiscal dans des revues françaises et internationales avec comité de lecture, généralement en langue française ou anglaise ;
- Rédaction d'un *Statement* de l'Institut Européen du Droit (ELI) et d'un ouvrage présentant les propositions d'amendements à un projet majeur de directive européenne harmonisant la fiscalité directe des entreprises ;
- Membre du groupe de travail « fiscal » du **Code européen des affaires de l'Association Henri Capitant** et commentaires du premier projet du volet fiscal du Code.

b. Colloques et conférences : participation à de nombreux colloques ou conférences, et plusieurs interventions en France (Antilles-Guyane, Besançon, Dijon, ENM, Lille, Lyon, Paris II, Paris Sorbonne, Strasbourg, Toulon, Tours), et à l'étranger (v. liste détaillée en **Annexe II**)

c. Directions scientifiques (i) de différents panels en « *fiscalité européenne* » (e.g. colloques internationaux annuels de l'*Institut Européen du Droit (ELI)* à Vienne (Autriche), 8 sept. 2017, Riga (Lettonie), 7 sept. 2018, avec notamment Prof.

- J. Owens, Dir. fisc. (hon.) OCDE et prof. S. Kirchmayer (tous deux, Université de Vienne) ou A. Lamassoure (Parlement européen) ou en droit des sociétés européen (Lille, 25 janv. 2019) ; (ii) d'un colloque international en droit fiscal national – en cours (sur l'avenir du régime d'intégration fiscale confrontée aux perspectives européennes) ; (iii) d'un colloque international en fiscalité européenne réunissant 15 partenaires étrangers (et financé par l'Institut Européen du Droit)
- d. Responsable d'une chronique trimestrielle de fiscalité (depuis 2014) : écrit à et coordonne (avec Régis Vabres) la chronique fiscale à la « *Revue internationale des services financiers* », Bruylant avec des contributions de 2 à 14 pages et coordonne, par exemple le dossier *Initial Coins Offerings et fiscalité* 2018 (v. **Annexe I**) et participe à une chronique bi-annuelle (de 2007 à 2009 inclus), à la « *Revue Lamy droit des affaires* » avec des contributions de 2 à 6 pages (v. **Annexe I**)

## **B. Encadrement doctoral et scientifique**

- a. Séminaires doctoraux – v. infra sous-section II Conférences, colloques, et congrès internationaux, sous « droit civil », séminaires doctoraux (3 séminaires doctoraux en 2016 et 2017 relatif à la réforme du droit des obligations).
- b. Participation aux comités de suivis de thèse (2017, 2018)
- c. Direction de thèses en droit fiscal, et droit comparé des affaires (2 soutenues et 13 en cours, dont 4 en co-direction avec Nice, Paris Sorbonne, et Aix-Marseille et plusieurs autres en co-tutelle) – v. Annexe III
- d. Participation à 13 jurys de soutenance de thèses en droit fiscal, finances publiques, droit financier et droit comparé (notamment en qualité de rapporteur) – v. Annexe III
- e. Direction et animation de quatre groupes de recherches collectives et internationales, toutes financées (jusqu'à 20.000 euros pour un projet), dont :
1. *Institut Européen du Droit (ELI) et Parlement Européen*, programme de recherche collectif sur un cadre conceptuel de l'impôt sur les sociétés en Europe (définition des « coûts pour dépenses de recherche et développement » et impact de la *blockchain*)
  2. *Programme COST (European Cooperation in Science and Technology)*, programme de recherche collectif sur l'articulation des dispositifs d'incitations fiscales à la recherche en Europe, 2018-2020 (10.000 euros de financements obtenu en 2018) - voir publications ci-après
- f. Encadrement de nombreux mémoires (niveau Master 2) – v. Annexe IV

## **C. Rayonnement et diffusion**

- a. Auditions en vue de modifications législatives par des acteurs publics ou privé
1. Haut Comité Juridique de la Place Financière de Paris (5 mai 2017), par l'intermédiaire de G. Moulema-Epée et réponse à l'enquête sur l'introduction en droit français de la fusion triangulaire inversée
  2. Alain Lamassoure, 28 avril 2017, député européen, membre de la Commission des affaires économiques et monétaires au Parlement européen, dans le cadre de mes travaux sur la fiscalité de la recherche & développement et de la proposition européenne d'assiette commune et consolidée à l'impôt sur les sociétés
  3. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (depuis 2015), Expert sur le crédit d'impôt recherche, et notamment sur son éventuelle extension aux activités de recherches en sciences humaines
  4. Association Famille de France, 12 juin 2009, sur la cohérence de la politique fiscale de la famille
  5. Autorité des Marchés Financiers, 20 janv. 2009, pour présenter les conclusions de ma recherche comparée sur la réglementation des fonds spéculatifs
  6. Ministère de la justice, 6 juillet 2007, dans le cadre de l'analyse économique du droit et de la fiscalité des opérations de fusions-acquisitions
- b. Expertises internationales
1. Expert près le Ministère italien de l'enseignement supérieur et de la recherche (programme REPRISÉ) pour évaluer le recrutement de professeur de droit
  2. Délégation chinoise de l'Office National d'Audit de la Chine, 7 septembre 2015 ; rapport intitulé : *La fiscalité française de l'innovation, source d'inspiration des futures réformes fiscales chinoises ?*
  3. Bourse de Téhéran (Tehran Stock Exchange), 29 sept. 2010 ; rapport intitulé : *L'expérience française en vue de la future réforme boursière iranienne*
  4. Ministère de la justice du Congo-Kinshasa, 31 mars 2009, en marge de la conférence organisée par la chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise et de la visite du Président Sarkozy ; rapport intitulé : *Le Congo-Kinshasa doit-il rejoindre l'Ohada ?*
- c. Membre de sociétés savantes internationales dont Rapporteur national à leurs congrès annuels
1. Association Henri Capitant (Membre du groupe de travail « fiscalité » du projet de Code européen des affaires, depuis 2018) ; Société Française de Finances Publiques (sffp) ; Institut International des Sciences Fiscales (2iSF) ; Association Fiscale Internationale (Membre et **Rapporteur français en 2015**) ; European Association of Tax Law

Professors (EATLP, élu en 2017 et membre du groupe de travail sur les procédures fiscales en Europe, depuis 2018, et **Rapporteur français en 2019**) ; Institut Européen du Droit (European Law Institute) – (Membre (*Fellow*) depuis 2011, **Responsable d'un projet de recherche « Fiscalité » depuis 2016**, et *Council Member* (élu en 2017)) ; Académie Internationale de Droit Comparé (élu Membre Associé en 2011, **Rapporteur français en 2010 et 2012**)

- d. Membre du Comité de rédaction de la « *Revue internationale des services financiers* », Bruylant (depuis les débuts)
- e. Membre de comités de recrutement : **Collège d'experts** droit privé de la Faculté de droit de Lyon 3 (2009 à 2012) ; **Comités de sélection** de la Faculté de droit d'Aix-Marseille (2015, 2016, 2017)
- f. Participation à divers autres jurys : **Ecole Nationale de la Magistrature**, Examineur spécialisé (2017) ; **Institut d'Etude Judiciaire / Ecole des Barreaux / CAPA** : examen d'entrée (depuis 2005) – **soit 12 ans** ; **Ecole Nationale de la Magistrature**, Jury de prix de thèse (2018)
- g. Evaluateur : pour la *Revue française d'économie*, la *revue de l'Université d'Urbino* (Italie) : « Studi Urbinati » (<http://ojs.uniurb.it/index.php/studi-A>), le *Ministère italien de la recherche* dans la section *recherche fondamentale*

**D. Insertion dans les activités du CERFF et de l'Equipe de recherche de droit public**

1. Initiateur d'une réunion trimestrielle entre les membres du CERFF et présentation d'activité de recherches (dernières discussions – 29 nov. 2017)
2. Présentation lors de journées internes à l'Equipe de droit public du thème : *l'intégration fiscale et les personnes morales de droit public*
3. Relectures de commentaires et brèves en droit fiscal publiés sur le site de l'Association lyonnaise de droit administratif (ALYODA)

## **IV RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIVES**

- A. **Responsabilités pédagogiques** : Direction du Master 2 droit fiscal (plus de 500 candidats) à l'Université Lyon 3 (depuis 2017) ; Responsable du parcours Master mention *droit fiscal* (M1 et M2) ; Responsable des programmes internationaux (Amérique du Nord) pour la faculté de droit puis pour l'Université (depuis 2007 – voir annexe) – **(10 ans)** ; Responsable du Magistère Juriste d'Affaires (au départ direction simultanée de deux années d'étude (L3 et M1), puis devenu le Master 1 Droit et Techniques des Affaires et le Diplôme de Juriste d'Affaires) de 2006 à 2013 **(7 ans)** ; Membre du conseil d'administration et co-directeur pour la France du LL.M Pallas (dont l'Université de Lyon était un membre fondateur), de 2005 à 2009 **(4 ans)** ; Enseignant-référent en Licence 3 (2017)
- B. **Responsabilités administratives** : Membre du Conseil de la Faculté de droit (2005 à 2010) – **(5 ans)** ; participation à la vie collective de l'établissement, notamment dans des Missions de représentation de l'Université Lyon 3 à l'étranger (depuis **10 ans**, diverses missions allant d'1 semaine à 5 semaines en Amérique du Nord – dernière mission en juillet 2018) ; Membre de comités de recrutement : Lyon 3 (2009 à 2012) ; Aix-Marseille (2015, 2016, 2017) ; Ecole Nationale de la Magistrature (ENM) : examinateur spécialisé, 2017 ; Institut d'Etude Judiciaire, droit fiscal / Ecole des Barreaux / CAPA : examen d'entrée (depuis 2005) – **soit 12 ans** ; Président d'un Jury de Baccalauréat de l'Académie de Lyon (2007) ; Membre de la Commission de Validation des Acquis de l'Expérience (2006)

## ANNEXE I PUBLICATIONS

|     |  |   |
|-----|--|---|
| I   | DROIT FISCAL GENERAL .....                   | 4 |
| A.  | Droit fiscal interne .....                   | 4 |
| B.  | Droit fiscal et économie.....                | 4 |
| C.  | Droit fiscal comparé .....                   | 5 |
| D.  | Droit fiscal européen et international ..... | 5 |
| II  | DROIT FINANCIER .....                        | 6 |
| A.  | Finances publiques et droit budgétaire ..... | 6 |
| B.  | Droit comparé.....                           | 6 |
| III | DROIT INTERNATIONAL ET COMPARE .....         | 6 |
| A.  | Droit international .....                    | 6 |
| B.  | Droit comparé.....                           | 7 |
| IV  | DROIT CIVIL ET COMMERCIAL .....              | 8 |

### I DROIT FISCAL

#### A. Droit fiscal interne

1. Chapitre d'un ouvrage : « Rapport français au Congrès annuel de l'Association Européenne des Professeurs de Droit Fiscal (EATLP) : TAX PROCEDURES, en cours (15 pages)
2. Chapitre d'un ouvrage : « L'entreprise élargie en droit fiscal », in L'entreprise élargie, Contribution de la RSE à la construction d'un concept – en cours de publication
3. Chapitre d'un ouvrage : « Le juge face à la circulation des pouvoirs et des valeurs au sein d'un groupe de sociétés : le cas du droit fiscal et de la comptabilité », in \_\_\_\_\_ - en cours de publication (6 pages)
4. Article : « Blockchain, bitcoins et droit fiscal : Propositions pour une harmonisation », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, n° 2/2018, p. 98 – 102 (5 pages)
5. Chapitre d'un ouvrage : « Les financements non bancaires encouragés par le droit fiscal ? », *La Banque dans tous ses (E)états – Intermédiation et croissance – Regards croisés, France, Belgique, Italie, Maroc, Sénégal*, Mare & Martin, 2016 pp. 75-83 (9 pages)
6. Article : « PEA PME – ou la distorsion d'une faveur fiscale au profit d'entreprises de taille intermédiaire cotées », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, 2015/2, p. 106 s. (3 pages)
7. Chapitre d'un ouvrage : « Rapport français au Congrès de l'Association Fiscale Internationale (IFA) : TAX INCENTIVES FOR RESEARCH AND DEVELOPMENT », *CAHIERS DE DROIT FISCAL INTERNATIONAL*, Association fiscale internationale (IFA), vol. 100 A, 2015, 870 p., Actes du colloque annuel de l'IFA à Bâle (Suisse), avec en second auteur le Professeur Jean-Luc Pierre, pp. 303-318 (15 pages)
8. Chapitre d'un ouvrage : « Rapport français au 18<sup>ème</sup> Congrès international de droit comparé de 2012 : CODIFICATION OF TAX AND FINANCIAL LAWS (LA CODIFICATION DU DROIT FISCAL ET FINANCIER) », Actes du Congrès Thématique de l'Académie Internationale de Droit Comparé, « La codification », 2014 (6 pages)
9. Chapitre d'un ouvrage : « Chapter 6 – France : Taxation of Hedge Funds and Their Managers », in *ALTERNATIVE INVESTMENT FUND REGULATION*, Kluwer Law International (éd. Eddy Wymeersch), 2012, 497 p., p. 153-182 (29 pages)
10. Chapitre d'un ouvrage (Rubriques d'un dictionnaire) : *DICTIONNAIRE DE DROIT FISCAL ET FINANCIER*, coll. Ellipses (2007), 598 p., sous la dir. de J.-L. Albert, J.-L. Pierre, & D. Richer (21 pages)

#### B. Droit fiscal et économie

11. Chapitres d'ouvrages : *DOING BUSINESS 2017 : EGALITÉ DES CHANCES POUR TOUS*, recherche collective, rapporteur français pour la section « Paying Taxes 2017 », **Banque Mondiale 2016**, publication d'une recherche de 144 p. la plus lue et citée des publications de la Banque Mondiale ; le candidat a coordonné l'équipe française et était responsable du rapport français (15 pages) ; également pour les deux années précédentes : *DOING BUSINESS 2016 (MEASURING REGULATORY QUALITY AND*

EFFICIENCY), et DOING BUSINESS 2015 (AU-DELÀ DE L'EFFICIENCE). *Il s'agit de la publication la plus lue de la Banque Mondiale. (le tout 45 pages)*

12. Article : « Réflexions à partir de l'analyse économique de la culture (fiscale) civiliste », *Recueil Dalloz* 2010, p. 2018-2023 (**6 pages**)
13. Article (avec second auteur T. Straub et identification en note de bas de page des éléments de conception individuelle) : « Les fusions-acquisitions et l'analyse économique du droit : approche comparée France – Etats-Unis », *Recueil Dalloz* 2010, p. 2718-2727 (ainsi que des tableaux produits par les auteurs en annexes sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr)) (**20 pages**)
14. Article (avec second auteur T. Straub) : « Comparing Civil Law and Common Law Systems for Mergers and Acquisitions – An Economic Analysis », *US-China Law Review* février 2010, p. 1-13 (**12 pages**)
15. Article (en collaboration avec T. Straub, et identification en note de bas de page des éléments de conception individuelle) : « Mergers and Acquisitions Comparative Economic Analysis of Laws: France vs. USA », *Journal of Civil Law Studies*, 2009, p. 147-181 (**35 pages**)
16. Article (en collaboration avec T. Straub) : « Les fusions-acquisitions et l'analyse économique du droit : approche comparée France – Etats-Unis : Présentation d'une Recherche », in *LE DROIT ET L'ÉCONOMIE*, 383 p., 38<sup>ème</sup> Congrès, Mouvement du Jeune Notariat, San Francisco, 2007, p. 85-89 (**4 pages**)

### C. Droit fiscal comparé

17. Ouvrage : Propositions d'amendements au Projet de directive sur l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés en Europe, 2018 (**210 pages**)
18. Article : « Paying Taxes 2017: France Still on the Rise ? », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, 2017/1, p. 198-201 (**4 pages**)
19. Chapitre d'un ouvrage : L'EUROPE BANCAIRE, FINANCIÈRE ET MONÉTAIRE, LIBER AMICORUM BLANCHE SOUSI (MÉLANGES BLANCHE SOUSI), RB Editions, 2016, 440 p., recherche sur *Le « bénéficiaire effectif » en droit fiscal financier comparé*, contribution pp. 427-436 (**9 pages**)
20. Article : « Paying Taxes 2016: France is on the Rise », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, n° 2/2016, p. 127-128 (**2 pages**)
21. Article : « Les recommandations BEPS de septembre 2014 : un aboutissement ou un commencement ? », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, n° 4/2014, p. 124-125 (1<sup>ère</sup> partie), et n° 1/2015, p. 126-127 (2<sup>ème</sup> partie) (**4 pages**)
22. Note : « L'affaire DFA Investment Trust Company ou la confirmation de l'extension de la jurisprudence Santander aux pays tiers », commentaire sous CJUE, aff. C-190/12, 10 avr. 2014, *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, n° 3/2014, p. 109-111 (**3 pages**)
23. Article : « Is the Economic Crisis Driving Western Laws Closer to Islamic Laws on Interest Prohibition ? », *International Journal of Economic Perspective* 2013, vol. 7, n° 2, p. 47-56 (**11 pages**)
24. Chapitre d'un ouvrage : « La fiscalité des Antilles néerlandaises », in *FISCALITÉ ET DÉVELOPPEMENT*, éd. Cujas, 272 p., 2006, p. 53-76 (**23 pages**)
25. Article : « Redesigning Heaven: Tax Haven Reform in the Netherlands Antilles », *Tax Notes International*, 13 juin 2005, p. 1009-1019, reproduit également dans l'édition du 15 juin 2005 du *Worldwide Tax Daily* (**10 pages**)

### D. Droit fiscal européen et international

26. Article et co-direction d'un dossier : « International Coin Offerings and VAT Scope », avec P. Guedon, Doctorant, *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, n° 3/2018, p. \_\_\_\_, dans un dossier consacré aux aspects fiscaux des ICO (y compris fiscalité directe et comparée)
27. Article : « Pour la reconnaissance d'un « avantage détachable » - Déductibilité de la retenue à la source étrangère en cas de situation déficitaire », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, n° 3/2017, p. 86-99 (**14 pages**)



28. Article : « Harmonization of Corporate Tax in the EU – The CCCTB Proposals », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, n° 2/2017 (1<sup>ère</sup> partie) et n° 3/2017 (2<sup>ème</sup> partie) **(12 pages)**
29. Article : « Action 7 du projet BEPS : une révolution ? – Les travaux internationaux visant à enrayer l'évitement artificiel du statut d'établissement stable », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, 2016/1, p. 159-166 **(7 pages)**
30. Article : « La version européenne du projet BEPS – La Communication de la Commission du 17 juin 2015 ou les jalons d'une nouvelle fiscalité européenne en matière d'imposition directe des entreprises », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, 2015/3, p. 113-117 **(5 pages)**
31. Article : « Taxation of Sports Business: An International and French Perspective », *International Sports Law Review*, vol. 9/2011, p. 13-21 **(9 pages)**

## II DROIT FINANCIER

### A. Finances publiques et droit budgétaire

32. Article : « Les outils d'incitation fiscale pour l'industrie pharmaceutique – Considérations de finances publiques », *Revue Lamy droit des affaires* juin 2017, p. 51 - 58 **(8 pages)**

### B. Droit comparé

33. Article : « Mandats d'arbitrage : validité et encadrement », *Revue internationale des services financiers*, Bruylant, n° 1/2018, p. 34 – 47 en tant que dossier avec un autre article que j'ai organisé/relevé **(20 pages)**
34. Article issu d'une recherche menée avec l'Université de Téhéran (Iran) : « Revisiting Canon Law on Interest Prohibition – For a European Range of Clearly Defined Usury Rates », *Law & Justice* n° 172/2014, p. 42-62 **(20 pages)**
35. Article issu d'un colloque international (Chypre) : « Is the Economic Crisis Driving Western Laws Closer to Islamic Laws on Interest Rate prohibition? », *International Journal of Economic Perspective*, vol. 7, n° 2, 2013, p. 47-56 **(10 pages)**
36. Article issu du Rapport français au 18<sup>ème</sup> Congrès international de droit comparé : « La réglementation des fonds spéculatifs (The Regulation of Private Equity, Hedge Funds, and State Funds) », *Revue internationale de droit comparé*, avril-juin 2010, p. 361-421 **(60 pages)**
37. Ouvrage : Rapport à des autorités publiques (en collaboration avec E. Suel, doctorante) : « La localisation des *Hedge Funds* en Europe et son impact sur les politiques réglementaires », avec second auteur, E. Suel, doctorante, Contrat CNRS EconomiX-AMF, pour le Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Prospective et de l'Evaluation des politiques publiques, et rapport résultant d'une commande publique de l'*Autorité des Marchés Financiers*, rendu en juill. 2008, approuvé par le Collège de l'AMF le 20 janv. 2009, disponible sur le site de l'AMF (rubrique « Etudes du Conseil Scientifique ») **(104 pages)**
38. Article : « French Interventions in the Crisis », *Brooklyn Journal of International Law*, vol. 35/2010, p. 785-794 **(10 pages)**
39. Article (en collaboration avec X. Legendre) : « Pourquoi et comment une société française cotée peut-elle utiliser la technique de la fusion triangulaire “reverse” pour acquérir une société américaine cotée ? », *Bulletin Joly Bourse*, mai-juin 2004, p. 239-253 **(15 pages)**
40. Participation à un ouvrage collectif : LE CONTRAT DE FINANCEMENT, ÉTUDE COMPARATIVE ET PROSPECTIVE DU CRÉDIT BANCAIRE, sous la dir. de L. Aynès, Creda, *Litec*, 2006 (identification des éléments de conception individuelle : participation aux réunions de travail, à l'élaboration et à la traduction du questionnaire) – **(13 pages)**

## III DROIT INTERNATIONAL ET COMPARE

### A. Droit international

41. Chapitre d'un ouvrage : « Punitive Damages and French International Public Policy », in PROBLEMS OF TRANSNATIONAL CIVIL PROCEDURE, VOL. 3 - COMPARATIVE STUDY ON BUSINESS TORT LITIGATION – *Mohr Siebeck publisher*, Tübingen (éd. Maranori Kawano et Rolf Stüerner) 2011, p. 219-232 **(14 pages)**

42. **Article** : « La notion de contrat de fourniture de services au sens de Bruxelles I – A propos de l'arrêt Falco du 23 avril 2009 rendu par la CJCE », *Revue Lamy droit des affaires*, juin 2009, p. 57-62 (6 pages)
43. **Article** : « Présentation de l'article 4 (loi applicable à défaut de choix) du Règlement du parlement européen et du conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles », in *Dossier* « Le nouveau droit des contrats internationaux, le Règlement (CE) n° 593/2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles », dir. C. Nourissat, *Revue Lamy droit des affaires*, juillet/août 2008, p. 65-68 (4 pages)
44. **Note** : « Compétence juridictionnelle et contrat international de transport de marchandises par route », communautaire sous Cour de cassation, ch. commerciale, 8 janvier 2008, *Revue Lamy droit des affaires*, avr. 2008, p. 58-60 (3 pages)
45. **Note** : « Contrat de concession et conflit de juridictions », commentaire sous Cour de cassation 1<sup>ère</sup> ch. civile, 23 janvier 2007, *Revue Lamy droit des affaires* sept. 2007, p. 70-73 (4 pages)
46. **Article** (en collaboration avec R. Upex) : « The Concept of Employment Contract in European Union Private Law », *International Comparative Law Quarterly*, Oxford University Press, vol. 55, juill. 2006, p. 587-608 (22 pages)
47. **Ouvrage** : *Essai sur le contrat de services en droit international privé*, Paris, Atelier national de reproduction des thèses, 2005, 407 p. (thèse Université Lyon 3 et *Proefschrift (doctorat)* de l'Université Radboud de Nimègue – Pays-Bas) – **Prix de thèse de l'Association des Amis de l'Université de Lyon**.

**Recensions connues** : Mes travaux sur ce thème ont été cités par *l'avocat général Trstenjak près la Cour de justice de l'Union européenne dans ses conclusions du 27 janv. 2009 (motif n° 56) sous l'arrêt Falco (2009)* que j'ai commenté, et par certains ouvrages de droit du commerce international ou de droit des contrats (v. par exemple, F. Collart Dutilleul, Ph. Delebecque, *Contrats civils et commerciaux*, Dalloz, 10<sup>ème</sup> éd. 2015, § 628, note 3 sous « Les contrats relatifs aux services » ; S. Corneloup, Ph. Delebecque, J.-M. Jacquet, *Droit du commerce international*, Dalloz, 3<sup>ème</sup> éd. 2015, p. 475, note 1).

48. **Article** : Participation à une réponse collective à consultation européenne : « Réponse à la consultation sur un avant-projet de proposition de règlement du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles », version disponible sur <http://ec.europa.eu>, et reprise dans l'article « Quelques observations sur l'avant-projet de proposition de règlement du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles “Rome II” », *Journal du droit international*, janv.-fév.-mars 2003, p. 7-38 (32 pages)
49. **Chapitres d'ouvrages** : Participation à un ouvrage collectif réédité et refondu : Travaux DIRIGÉS DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ, sous la dir. de MM. les Prof. Nourissat, Fulchiron, et Treppoz Litec, (1<sup>ère</sup> éd. 2001, 2<sup>ème</sup> éd. de 2003, 3<sup>ème</sup> éd. de 2007, 4<sup>ème</sup> éd. de 2009, 5<sup>ème</sup> éd. de 2013), (1<sup>ère</sup> éd. 2001, 2<sup>ème</sup> éd. de 2003 (350 p.), 3<sup>ème</sup> éd. de 2007 (468 p.), 4<sup>ème</sup> éd. de 2009 (498 p.), 5<sup>ème</sup> éd. de 2013 (291 p.)) ; (identification des éléments de conception individuelle (i) dans la 2<sup>ème</sup> éd. de 2003 : rédaction seul de la séance n° 7 « l'ordre public français en matière internationale », pp. 89-104 (16 pages) et relectures de l'ensemble de l'ouvrage ; (ii) dans la 3<sup>ème</sup> éd. de 2007 : rédaction seul de la séance n° 7 « l'ordre public français en matière internationale », pp. 123-140 (18 pages) totalement refondue et relectures de l'ensemble de l'ouvrage ; (iii) dans la 4<sup>ème</sup> éd. de 2009 : rédaction en collaboration avec J.-S. Quéguiner, doctorant, des « Cas pratiques de synthèse », pp. 227-257 (30 pages) et relectures de l'ensemble de l'ouvrage ; (iv) dans la 5<sup>ème</sup> éd. de 2013 : rédaction seul de la séance n° 7 « l'ordre public français en matière internationale » pp. 93-105 (12 pages), et relectures des séances n° 5 et 14)
50. **Article** : « A Call for Interim Relief at the WTO Level – Dispute Settlement and International Trade Diplomacy », *World Competition*, Kluwer Law International, sept. 1999, p. 103-139 (37 pages)

## B. Droit comparé

51. **Article** : « French Bankruptcy Law and Enforcement Procedures, Commercial Code – Article L. 632-2 § 2 », in *COMPARATIVE STUDIES ON ENFORCEMENT AND PROVISIONAL MEASURES*, Mohr Siebeck Publisher, Tübingen (éd. Masanori Kawano et Rolf Stüerner) 2011, p. 163-171 (également traduit en japonais) (9 pages)
52. **Article** : « L'éolienne et le droit français : pistes offertes aux Emirats Arabes Unis », *BUILDING AND CONSTRUCTION CONTRACTS – BETWEEN TRADITIONAL LEGAL RULES & DEVELOPED LEGAL SYSTEMS*, vol. 3, p. 9-33 (également disponible sur <http://slconf.uaeu.ac.ae>) (22 pages)
53. **Chapitre d'un ouvrage** : « L'environnement juridique des affaires en Afrique noire francophone », in *L'harmonisation du droit commercial et ses avantages sur les investissements chinois en Afrique*, *Unida*, 2008, p. 21 (également traduit et publié en chinois par *Xiangtan University Press*, 2009, p. 26-39 (éd. S. Mancuso & H. Yonghong)) (14 pages)

54. Chapitre d'un ouvrage : « Improvement of Bankruptcy Proceedings in France - The Right Step Towards Investors », in THE CHALLENGES OF INSOLVENCY LAW REFORM IN THE 21<sup>ST</sup> CENTURY, *Schulthess*, 2006, p. 533-543 (11 pages)

#### IV DROIT CIVIL, COMMERCIAL ET PENAL

55. Article : « The Current Challenges for EU Company and Financial Law and Regulation », *revue Accounting, Economics, and Law: A Convivium*, déc. 2017 (en collaboration avec plusieurs universitaires européens), disponible sur <http://ssrn.com/abstract=3089782> (21 pages)
56. Article : « Petit exercice d'interprétation juridique – Qualification, intention, cohérence : libre propos à partir de l'article L. 145-16 du Code de commerce », *Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique*, 2013, p. 33-43 (11 pages)
57. Note : « Une position mi-figue mi-raisin sur l'expertise unilatérale », commentaire sous Cour de cassation, ch. mixte, 28 septembre 2012, *Jurisprudence automobile*, mars 2013, p. 38-40 (3 pages)
58. Chapitre d'un ouvrage : « Réflexions juridico-économiques sur le principe du contradictoire et l'expertise amiable dans la médiation commerciale internationale », in LA MÉDIATION EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE, Bruylant, (dir. Filali Osman), 397 p. 2012, p. 47-59 (13 pages)
59. Note : « Bail à construction – Ou quand la sanction d'un loyer prétendu dérisoire occulte la vérification de l'absence de cause », commentaire sous Cour de cassation, 3<sup>ème</sup> ch. civile, 21 sept. 2011, *Revue Lamy droit civil* mars 2012, p. 7-11 (5 pages)
60. Note : « Bail commercial, transmission en cas de scission et évaluation du préjudice de jouissance : entre approbation et scepticisme », commentaire sous CA Versailles, 12<sup>ème</sup> ch., 22 septembre 2011, *Bulletin Joly Sociétés*, janvier 2012, p. 47-54 (8 pages)
61. Note : « Transmission du bail commercial en cas de scission », commentaire sous TGI Nanterre 18 mai 2010, *Recueil Dalloz* 2011, p. 994-999 (6 pages)
62. Chapitre d'un ouvrage : « L'égalité entre hommes et femmes au Cameroun : l'exemple des Bamiléké », in GENRE, INÉGALITÉS ET RELIGION. ACTES DU PREMIER COLLOQUE INTER RÉSEAUX DU PROGRAMME THÉMATIQUE ASPECTS DE L'ÉTAT DE DROIT ET DÉMOCRATIE, Paris, *AUF-Éditions des Archives Contemporaines*, 456 p. 2007, p. 147-161
63. Note : « Droits et obligations, solidarité », commentaire sous Cour de cassation 1<sup>ère</sup> ch. civile, 27 avril 2004, *La semaine juridique éd. générale*, 1<sup>er</sup> janv. 2005, p. 91-92 (répertorié JCP, G, II, 10008)
64. Note : « Principe du contradictoire en matière d'expertise amiable », commentaire sous Cour de cassation, 1<sup>ère</sup> ch. civile, 11 mars 2003, *Recueil Dalloz* 2005, p. 46-48
65. Chapitre d'un ouvrage : traduction française de la contribution du Professeur néerlandais P. Tak intitulée *Procédures simplifiées*, in MÉLANGES EN L'HONNEUR DU PROFESSEUR JEAN PRADEL – LE DROIT PÉNAL À L'AUBE DU TROISIÈME MILLÉNAIRE, p. 925, éd. Cujas, 2006
66. Traduction anglaise de la communication du Prof. Fulchiron à la *Harvard Alumni Association, French Law and Muslim Family*, 2001



## CONFERENCES, COLLOQUES, ET CONGRES INTERNATIONAUX

### Liste non exhaustive

#### I DROIT FISCAL

1. Communication et organisation d'une journée d'étude internationale : « La fiscalité européenne de la R&D », *Universités de Nice et de Lyon, Institut Européen du Droit*, 23 novembre 2018
2. Communication lors d'un colloque : « L'entreprise élargie en droit fiscal », in L'entreprise élargie, Contribution de la RSE à la construction d'un concept, *Université de Haute-Alsace*, 25 octobre 2018
3. Communication lors d'un colloque : « Tax Harmonization in Europe: the EU Parliament position and smaller European States », *Institut européen du droit (ELI), Université de Riga*, Lettonie, 5-7 septembre 2018
4. Communication lors d'un colloque : « The Future of Tax Law in Europe? », colloque "The Implication of the European Commission's White Paper on the "Future of Europe" on European Administrative Law", *Andrassy University of Budapest, ELTE University Budapest, Constitutional Court of Hungary*, Budapest, 6-7 juin 2018
5. Communication lors d'un séminaire avec Michel Sapin : « Réveiller l'Europe par la fiscalité », *Université de Lyon*, 10 avril 2018
6. Communication lors d'un colloque : « Algorithms and Tax Law », *La Digitalizzazione dei processi e le nuove frontiere del diritto digitale*, Univerités "Suor Orsola Benincasa" et "Tor Vergata", Rome, 23 mars 2018
7. Communication à un groupe de travail : « Code européen des affaires : les lignes directrices d'un volet fiscal », "Réunion plénière des groupes de travail sur le projet de Code européen des affaires", *Association Henri Capitant*, Bonn, 22 mars 2018
8. Communication lors d'un colloque : « L'Europe fiscale : les incitations à la R&D », colloque "Quelle Europe pour demain ?", *TransEuropeExperts, Université Paris 2 – Institut de droit comparé*, Paris, 16 mars 2018
9. Conférence : « Amendments to the "Super-Deduction" Provided by the Draft ACCIS Directive », *Institut européen du droit (ELI), Université de Vienne et Ministère de la Justice autrichien*, Palais Trautson – Vienne, Autriche, 8 février 2018
10. Conférence : « Les droits fondamentaux : nouvel outil du fiscaliste », *Université de Tours*, 26 octobre 2017
11. Communication lors d'un colloque : « Droit fiscal, magistrat, et circulation des valeurs au sein d'un groupe », colloque « Groupes de sociétés et droit du travail – Nouvelles articulations, nouveaux défis », *Ecole Nationale de la Magistrature*, 13 octobre 2017
12. Communication lors d'un colloque : « For a European Definition of « Costs for Research & Development », *Institut européen du droit (ELI), Université de Vienne*, Autriche, 6-8 septembre 2017
13. Communication lors d'une journée d'étude : « CCTB and R&D Tax Incentives », *Institut européen du droit (ELI), Université de Vienne*, Autriche, 23 juin 2017
14. Communication lors d'un colloque : « Les grandes tendances de la fiscalité des entreprises », *Institut Universitaire d'Abidjan*, Côte d'Ivoire, 4-5 avril 2017
15. Communication lors d'un colloque : « La répression de l'abus de droit fiscal », colloque « L'optimisation fiscale des sociétés en Europe », *Université de Lyon*, 27-28 janvier 2017
16. Communication, « présentation d'un projet de recherches sur l'articulation de la fiscalité des mesures de faveur à la recherche », *Institut Européen du Droit / European Law Institute (Congrès Annuel), Université de Ferrare*, Italie, 7 septembre 2016
17. Communication lors d'un colloque : « Le secret fiscal », colloque « Le secret », *Barreau de Lyon*, 28 novembre 2015
18. Discutant : « Concurrence fiscale dans l'Union européenne », *Concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'Union européenne : théorie et pratiques*, Universités de Lyon et d'Aix-Marseille, 19-20 novembre 2015
19. Communication lors d'un colloque : « Réflexions sur le risque fiscal des entreprises », colloque « Quel droit pour quels risques ? », *Université de Lyon*, 15 octobre 2015
20. Présentation de quatre projets de recherche, *Institut Européen du Droit / European Law Institute (Congrès Annuel)*, Vienne, Autriche, 3 septembre 2015
21. Présentation du rapport français à l'IFA (Association Fiscale Internationale) : « Les incitations fiscales à la recherche et au développement (R&D) - Tax Incentives on Research and Development (R&D) », *Association Fiscale Internationale (plénière)*, Bâle (Suisse), 31 août 2015

22. Intervention lors de journées d'étude: « Le cas du droit fiscal », colloque « La pratique du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire – Réflexions autour de cas », *Université de Lyon*, 11-12 juin 2015
23. Communication lors d'un colloque : « La fiscalité du financement de l'entreprise », colloque « La banque dans tous ses (E)tats », *Université de Toulon*, 22 avril 2015
24. **Présentation du pré-rapport français à l'IFA (Association Fiscale Internationale)** : « Les incitations fiscales à la recherche et au développement (R&D) - Tax Incentives on Research and Development (R&D) », *Association Fiscale Internationale (Branche française)*, Paris, 10 juin 2014
25. Communication lors d'un colloque : « Les transferts de sièges de sociétés dans l'Union européenne, aspects de droit des sociétés et de droit fiscal », contribution au colloque « Les délocalisations », *Université de Lyon*, 21 novembre 2013
26. Communication lors d'une journée d'étude interdisciplinaire : « Décision et droit fiscal – Choix dans le marché du droit », contribution à la journée d'étude interdisciplinaire sur « La décision », *Université Paris Sorbonne*, 28 mai 2013
27. **Rapporteur français au Congrès de l'Académie internationale de droit comparé** : « Codification of Tax and Financial Laws (La codification du droit fiscal et financier) », *Rapport français au 2<sup>ème</sup> Congrès thématique de droit comparé sur La codification*, Taipei, Taïwan, *National University of Taiwan*, 24 mai 2012
28. Communication lors d'un colloque : « La fiscalité du sponsoring et du mécénat sportif », contribution au Colloque « Sport et entreprise », 24 juin 2011
29. Communication lors d'un colloque : « Ohada : Quid du droit comptable et de la fiscalité ? », contribution au Colloque « Les investissements dans l'espace Ohada », *Université de Bourgogne*, Dijon, 31 mars 2010
30. Communication lors d'un colloque : « French and International Taxation of Athletes », contribution au Colloque « The Law and Business of International Sport », *Istanbul University Law Faculty*, Centre of Comparative Law, Istanbul, Turquie, 6-7 septembre 2010
31. Communication lors d'un colloque : « Vers un droit fiscal spécifique ? », contribution au colloque, « Quelle place pour le droit du sport dans le système juridique français et européen ? », *Université de Lyon*, 20 mars 2009
32. Communication lors d'un colloque : « Réflexions sur la culture (fiscale) civiliste », introduction au Colloque « La culture civiliste : Obstacle ou Atout pour faire des Affaires », 22<sup>ème</sup> Entretiens du Centre Jacques Cartier, *Université de Lyon*, 30 nov. – 1<sup>er</sup> déc. 2009
33. Communication lors d'un colloque : « La fiscalité des Antilles Néerlandaises », contribution au colloque « Fiscalité et Développement : Régulation juridique internationale, systèmes fiscaux et développement dans l'espace caraïbe », *Université des Antilles et de la Guyane*, 4-5 décembre 2003

## II DROIT FINANCIER

34. Présidence de séances lors d'une journée d'étude : « Perspective on EU Company Law and Regulation », *Université Catholique de Lille et Institut Européen du droit*, 25 janvier 2019
35. Communication lors d'une demi-journée de séminaires communs à différents DEA : « Le principe de pleine concurrence : Ethique et prix de transfert », *Université Lyon 2*, 7 décembre 2017
36. Communication lors d'un colloque : « De quelques solutions françaises pour une meilleure gestion des finances des collectivités locales », colloque « Les collectivités territoriales : acteurs du développement local dans les pays du Maghreb », *Université d'Annaba*, Algérie, 14 octobre 2017
37. Communication lors d'un colloque : « Les outils d'incitation fiscale pour l'industrie pharmaceutique – Considérations de finances publiques », colloque « Le droit économique, support de croissance de l'industrie pharmaceutique ? », *Université de Lyon*, 9 décembre 2016
38. Communication lors d'un colloque : « Is the Economic Crisis Driving Western Laws Closer to Islamic Laws on Interest Rate Prohibition? », contribution au Colloque « International Conference on Banking and Finance Perspective », *Eastern Mediterranean University*, Chypre, Faragusta, Turquie, 13-15 avril 2011
39. Communication lors d'un colloque : « Revisiting Canon Law on Interest Prohibition - For a European Range of Clearly Defined Usury Rates », Law and Religion Scholars Network (LARSN) Annual Conference, *Faculté de droit de l'Université de Cardiff*, Royaume-Uni, 17 mai 2011
40. **Rapporteur français au Congrès biennal de l'Académie internationale de droit comparé** : « La réglementation des fonds spéculatifs (The Regulation of Private Equity, Hedge Funds, and State Funds) », *Rapport français, 18<sup>ème</sup> Congrès international de droit comparé*, Washington D.C., Etats-Unis, *Georgetown University Law Center*, 30 juillet 2010

41. Communication lors d'un colloque : « French Interventions in the Crisis », présenté au colloque « New Paradigms for Financial Regulation in the United States and the European Union » organisé par la *Brooklyn Law School*, New York, 11 septembre 2009, video disponible sur <http://totalwebcasting.com/live/bls/flash/video/20090911/part2.htm> (placer le curseur sur la minute n° 26 jusqu'à la minute n° 50)
42. Communication lors d'un colloque : « Proposals for Reform: a French Perspective », présenté au colloque « New Paradigms for Financial Regulation in the European Union and the United States » organisé par le Centre for Commercial Law Studies, *Queen Mary University of London*, Londres, 11 décembre 2009
43. **Présentation d'un rapport à une autorité publique (Autorité des Marchés Financiers - AMF)** : « La localisation des hedge funds en Europe et son impact sur les politiques réglementaires (aspects juridiques et fiscaux) », présentation à l'*Autorité des Marchés Financiers*, Paris, 15 février 2008

### III DROIT INTERNATIONAL ET COMPARE

44. Présidence de séances lors du Colloque : « Droit japonais, droit français : quelle réforme ? », *Université de Lyon*, 17-18 mars 2017
45. Communication lors des rencontres Tribunal Université Barreau : « La publication des comptes annuels des sociétés : analyse du projet de loi à la lumière du droit comparé », *Tribunal de commerce de Lyon*, 2 octobre 2013
46. Conférences : « Mergers and Acquisitions Comparative Economic Analysis of Laws: France vs. USA », *Radboud University Nijmegen*, 7 mai 2012, *Université du Luxembourg*, 8 mai 2012, et *Kyushu University*, Japon, 21 mai 2012
47. Communication lors d'un colloque : « The Laws for Building Alternative Power Plants (Air Generators Specifically) in France: A Need for Adopting Similar Laws in the UAE? », contribution au Colloque « Building and Construction Contracts: Between Traditional Legal Rules and Developed Legal Systems », Dubaï, *Université des Emirats Arabes Unis*, 19-21 avril 2010
48. Communication lors d'un colloque : « Introduction générale aux débats », contribution au Colloque, « OHADA : une décennie d'arbitrage », *Université de Lyon & Club Ohada Rhône-Alpes*, 28 avril 2009
49. Communication lors d'une journée d'étude : « Présentation de l'Ohada », in Journée Ohada – Lyon, *Université de Lyon*, 12 juin 2008
50. Communication lors d'un colloque : « Economic Analysis of Mergers and Acquisitions Laws in France and the United States », *New York University Law School*, *University of Texas at Austin Law School*, *Cornell University Law School*, Ithaca, New York, 12-13 septembre 2008
51. **Présentation d'un rapport à une autorité publique (Ministère de la Justice)** : « Approche différenciée du contrat dans les opérations de fusions acquisitions », *Ministère de la Justice*, Place Vendôme – Paris, 6 juillet 2007
52. Communication lors d'un colloque : « Punitive Damages and French Public Policy », contribution au colloque « Problems of Transnational Civil Procedure » organisé par les *Universités de Fribourg et de Nagoya (Japon)* à Lyon, 4-5 octobre 2007
53. Communication lors d'un colloque : « L'environnement juridique des affaires en Afrique noire francophone », conférence internationale sur « L'harmonisation du droit commercial et ses avantages sur les investissements chinois en Afrique », *Université de Macao*, 27 novembre 2007

### IV DROIT CIVIL ET COMMERCIAL

54. Conférence de spécialité : « La réforme du régime général de l'obligation », *Ecole Doctorale de Droit*, Université de Lyon, 23 mars 2017
55. Conférence de spécialité : « La réforme du droit des contrats », *Ecole Doctorale de Droit*, Université de Lyon, 13 octobre 2016
56. Conférence de spécialité : « La réforme du droit des contrats », *Ecole Doctorale de Droit*, Université de Lyon, 1<sup>er</sup> octobre 2015
57. Communication lors d'un colloque : « Réflexions juridico-économiques sur le principe du contradictoire et l'expertise amiable dans la médiation commerciale internationale », contribution au Colloque « La médiation », *Université de Franche-Comté*, Besançon, 5-6 avril 2012

58. Communication lors d'un colloque : «The European Convention on Privacy Rights: its History and its Application by the Strasbourg Court », contribution au Colloque « Privacy Rights in Europe and the United States », *Université de Lyon*, 11 juillet 2012
59. Communication lors d'un colloque : « French Bankruptcy Law and Enforcement Procedures, Commercial Code – Article L. 632-2 § 2 », contribution au colloque « Comparative Studies of Enforcement and Provisional Measures », *Université de Nagoya*, Japon, 1-2 mars 2008
60. Communication lors d'un colloque : « L'égalité entre hommes et femmes au Cameroun : l'exemple des Bamiléké », contribution au colloque « Aspects de l'Etat de Droit et Démocratie » de l'Agence Universitaire de la Francophonie, *Université Cheikh Anta Diop*, Dakar, 25-27 avril 2006
61. Communication lors d'un colloque : Young Researchers' Reports, "Improving Human Potential" Programme (Project "Uniform Terminology for European Private Law"), Université de Lyon, 27-28 janvier 2005
62. Participation à l'organisation et communication lors d'un colloque : « Improvement of Bankruptcy Proceedings in France - The Right Step Towards Investors », contribution au colloque « Financing and Refinancing Companies in the Prospective of Insolvency », *Université de Genève*, 17-18 septembre 2004

## ANNEXE III ENCADREMENT DOCTORAL

### A. Direction de thèses en droit fiscal, et droit comparé (2 soutenues et 13 en cours)

#### Droit fiscal et financier

##### Soutenues :

1. *La réception du contrat de crédit-bail en droit positif irakien – Etude à partir des droits français et américain* (du point de vue commercial et fiscal), **soutenue à Lyon le 25 janv. 2014, mention très honorable avec félicitations du jury** composé de B. Sousi, S. Neuville, J. Lasserre-Capdeville, N. Khater, J. Smallhoover, G. Cavalier ; **le docteur est depuis 2014 professeur à l'Université de Kufa (Irak) – et auj. (2017-2018) en détachement post-doctoral à l'Université de Lyon**
2. *De la notion d'abus de droit fiscal*, **soutenue à Lyon le 25 oct. 2016**, composé de J.-L. Albert, J.-L. Pierre, O. Négrin, Ch. de la Martinière, G. Cavalier ; **le docteur a été ATER à l'Université de Lyon 3 (CERFF)**

##### En cours :

1. *La régulation du shadow banking en droit de l'Union européenne (convention CIFRE)*
2. *La pratique bancaire à l'épreuve de la fraude fiscale : état des lieux et moyens de lutte*
3. *La sécurité fiscale dans l'UEMOA et en France (en cotutelle avec N. Mede, Univ. Abomey-Calavi)*
4. *Monaco : un micro-Etat s'inscrivant dans les enjeux du nouvel « ordre fiscal international »*
5. *Les enjeux de la fiscalité de porte dans l'Union économique et monétaire ouest africaine* (en cotutelle avec S. Ouedraogo, Univ. de Ouagadougou)
6. *Blockchain et droit fiscal* (en codirection avec P. Saurel, sciences de l'informatique, Univ. Paris-Sorbonne)
7. *L'information financière en droit Ohada (comparaison avec le droit français et européen)* (en cotutelle avec D. Sossa, Univ. Abomey-Calavi, et Secrétaire général de l'Ohada)
8. *Etude financière et fiscale des organisations humanitaires* (en cotutelle avec le Doyen A. Karimi, Univ. de Téhéran)
9. *Le Waqf : étude comparative à partir des droits français et islamique (à partir du cas libyen)* (en codirection avec J.-L. Albert, Univ. Aix-Marseille)
10. *La réforme des administrations douanières : le cas du Tchad* (en codirection avec F. Wagner, Univ. Nice)
11. *Le financement par contrat de crédit-bail en droit Ohada – Etude à partir du droit français* (en cotutelle avec M. Timtchueng, Univ. de Dschang)
12. *Le droit fiscal et l'assiette des groupes internationaux de sociétés* (en codirection avec Olivier Négrin, Univ. Aix-Marseille)

#### Droit comparé

13. *Des effets des clauses limitatives du transfert du contrat à la transmission universelle du patrimoine – Etude de droit comparé*
14. *La protection des créanciers dans les procédures collectives - Etude comparative entre le droit marocain et OHADA*



**B. Participation à 14 jurys de soutenance de thèses en droit fiscal, finances publiques, droit financier et droit des affaires comparé (notamment en qualité de rapporteur)**

**Droit fiscal, finances publiques, et droit financier**

1. *Le conseil fiscal dans la planification successorale*, Université de Saint Etienne, 2018 (jury composé de Yann Favier, Frédéric Douet, Christophe Vernières, Hubert Bosse-Platière, Odile Chanut, Georges Cavalier)
2. *Les aspects internationaux de la TVA en Thaïlande*, Université d'Aix-Marseille, 2017 (jury composé de Yolande Sérandour, Jean-Luc Albert, Olivier Négrin, Georges Cavalier, rapporteur)
3. *Gouvernance et mobilisation des ressources fiscales au Niger : appréciation de l'influence des mutations socio-politiques sur le prélèvement fiscal dans un pays d'Afrique Subsaharienne*, Université d'Aix-Marseille, 2017 (jury composé de Thierry Lambert, Christophe de la Mardière, Mamadou Dagra, Gilbert Orsoni, Georges Cavalier, rapporteur)
4. *L'impact de la mobilité internationale sur la fiscalité des personnes physiques*, Université d'Aix-Marseille, 2016 (jury composé d'Olivier Négrin, Frédéric Douet, Manuel Chastagnaret, Georges Cavalier, rapporteur)
5. *La déduction en matière de taxe sur la valeur ajoutée, étude en droit franco-lituanien*, Université d'Aix-Marseille, 2016 (jury composé d'Olivier Négrin, François Feral, Jean-Luc Albert, Georges Cavalier, rapporteur)
6. *Le crédit et le rôle du banquier dans la prévention des difficultés des entreprises*, Université de Toulon, 2015 (jury composé de Jean-Claude James, Maryse Baudrez, Anne-Marie Romani, Georges Cavalier, rapporteur)
7. *De la religion à la banque : les banques islamiques*, Université de Toulon, 2013 (jury composé de Mounir Tabite, Seydou Diouf, Anne-Marie Romani, Georges Cavalier, rapporteur)
8. *Les législations concernant les marchés financiers en France et aux Etats-Unis – approche comparée*, Université Lyon 3, 2012 (jury composé de Pierre-Henri Conac, Blanche Sousi-Roubi, Marina Teller, Georges Cavalier, rapporteur)

**Droit comparé**

9. *Etude comparative de la cession de droits sociaux en droits français et chinois*, Université de Montpellier, 2018 (jury composé de Pierre Mousseron, Catherine Ginestet, Lise Chatain, Georges Cavalier, rapporteur)
10. *Le rôle de la cessation des paiements dans la prévention et le traitement des difficultés des entreprises*, Université de Toulon, 2015 (jury composé d'Eva Mouial-Bassilana, Jean-Claude James, Anne-Marie Romani, Georges Cavalier, rapporteur)
11. *Paiement des créanciers, sauvetage de l'entreprise : étude comparative des législations OHADA et françaises de sauvegarde judiciaire des entreprises en difficulté*, Université de Toulouse, 2014 (jury composé de Sébastien Neuville, Moussa Thioye, Stéphane Benils, Georges Cavalier, rapporteur)
12. *Réflexion sur l'abus en droit des sociétés dans l'espace Ohada : contribution du droit français*, Université Lyon 3, 2013 (jury composé de Joseph Djogbenou, Nicolas Borga, Franck Marmoz, Georges Cavalier, assesseur)
13. *La responsabilité du fait des produits défectueux en droit des affaires internationales et comparé (droit européen, droit français, droit américain et droit iranien)*, Université Lyon 3, 2012 (jury composé d'Abbas Karimi, Hugues Fulchiron, Elise Poillot, Sabine Corneloup, Ali Azmayesh, Georges Cavalier, assesseur)

## ANNEXE IV DIRECTION ET EVALUATION DE MEMOIRES

### I LISTE (NON EXHAUSTIVE) DE TRAVAUX ENCADRÉS COMME DIRECTEUR DE MÉMOIRE

Mémoires essentiellement présentés en :

- M2 droit fiscal
- M2-DJCE droit des affaires et fiscalité (Lyon 3),
- Master 2 in Business Law (Univ. Genève),
- LLM (Pallas), et
- LLM (Univ. Aix-Marseille)

#### A. En langue française

##### a. Droit fiscal

**2008**

1. Isabelle Bancel, *L'implantation en Inde des sociétés françaises*
2. Fanny Biesuz, *Les incitations fiscales à la production cinématographique en France*

**2007**

3. Christine Boizat, *Quel avenir pour le bénéfice agricole ?*
4. Abdelhalim Beghriche, *L'imposition des salariés détachés*

**2006**

5. Valérie Malo, *Présentation des normes comptables internationales*

**2005**

6. Frédéric Epitoux, *Les distributions occultes de dividendes en droit fiscal et des sociétés*
7. Luis Eduardo Tapia Lopez, *La constitution et la dissolution des réserves latentes en droits des sociétés et comptable suisse*

##### b. Droit financier/droit des sociétés

**2008**

8. Zakia Hammoumi, *Les parachutes dorés*
9. Marc Grifti, *Les Hedge Funds*

**2006**

10. Michael Ledermann, *Le syndicat d'actionnaires en droit suisse*
11. Jean-Baptiste Lhôte-Cléret, *La société européenne*

**2005**

12. Marc Ferry, *La foundation Ethos*
13. Fatima Ben Saad, *Le principe du Durchgriff*
14. Katia Maisonneuve, *Le principe de transparence (extension de la faillite) en droit français*
15. Leticia Geraldi, *Le droit applicable à la fusion internationale*
16. Thibaut de Haller, *La fusion triangulaire inversée*
17. Danute Rico Slotkus, *Les garanties intragroupe en France (Up, Down, Cross-stream Guarantees)*
18. Francesca Bianchi, *La réforme du droit des sociétés en Italie*
19. Théophile Noël Zouré, *L'Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales*
20. Willem Leonard Vijverberg, *Le rachat par une société de ses propres actions : aide à un tiers et le rachat de ses propres actions non libérées*
21. Diana Ivošević, *« no par value » en droit suisse et en droit américain*
22. Prisca Claudia Renella, *Trust v. Fiducie en Suisse : différences et similitudes*
23. Lumturie Citaku, *Le comportement du conseil d'administration dans le cas d'une offre publique d'acquisition*
24. Beatrix Gyenes, *La reconnaissance des sociétés au sein de l'Union Européenne et en Suisse*
25. Marc Buecher, *La relation du capital*
26. Rodrigo Cardenas, *La société européenne*

**2004**

27. Romaine Lugon, *La révision du droit suisse de la Sàrl*
28. Eric Duvoisin, *La 13<sup>ème</sup> directive européenne*

29. Alexandre Gachet, *Le transfert de patrimoine selon la loi sur la fusion*  
**2003**
  30. Mélanie Lambelet, *Les effets extraterritoriaux du Sarbanes-Oxley Act*
- c. Autre
- 2009**
  31. Daniel Chan-Yuk, *Les mesures d'encouragement au statut de travailleur indépendant – étude comparée France / Irlande*

## B. En langue anglaise (droit fiscal ou des sociétés)

- 2017**
1. Shirley Aipoh, *Cross-Border Mergers and Acquisition Process and Tax Law – France and Nigeria*
2. Siwei Chen, *The Reforms of the Legal Capital in company Law and its Enlightenment to China*
3. Kena Zheng, *Merger Control in the European Union*
- 2006**
4. Alexandra Dronova, *Liabilities of Directors in English Law*
- 2005**
5. M. Karagjozi, *Legal Aspects of US Owned Subsidiaries (in Switzerland)*
6. Fábio Lemos de Oliveira, *Corporate Governance - The System of New Market in Brazil*
7. Xuan GU, *Qualification of Proxy Voting Under Swiss Company Law and Chinese Company Law*
- 2004**
8. Guilian Yang, *International Mergers and Acquisitions in China*

## B. LISTE (NON EXHAUSTIVE) DE MÉMOIRES LUS POUR PARTICIPATION À UN JURY (UNIVERSITÉ LYON 3)

### a. Droit fiscal

- 2018**
1. Dahlia Aoussat, *L'appréhension de la fraude fiscale par le droit pénal*
2. David Attal, *La fiscalisation de la soulte lors d'apports de titres en société*
3. Reda Aerradj, *Taxe sur les salaires et enjeux économiques contemporains*
4. Clémence Baldini, *La notion conventionnelle de bénéficiaire effectif – les contours d'une notion anti-abus*
5. Hamza Echchekhmani, *L'élimination de la double imposition dans les conventions fiscales internationales : l'exemple de la convention France - Maroc*
6. Sarah El Idrissi, *L'appréhension par le droit fiscal du démembrement de parts sociales de sociétés translucides*
7. Ali Eski, *Les transferts de clientèle à l'intérieur d'un groupe*
8. Omar Fakir, *L'assistance administrative internationale en matière fiscale*
9. Jennifer Fulgence, *Le traitement fiscal – au regard de l'impôt sur le revenu, de l'ISF et aujourd'hui de l'IFI – applicable à un trust patrimonial de droit anglais institué au profit d'un bénéficiaire domicilié en France*
10. Camille Le Vannier, *Les crypto-actifs : point sur l'encadrement d'un nouvel investissement*
11. Solène Legeais, *L'instrument multilatéral : les prémices d'un droit fiscal international commun ?*
12. Lisa Meyer, *L'évaluation des biens immobiliers dans le contentieux fiscal*
13. Paul Prince, *Les incidences de l'approche nexus de l'OCDE sur le traitement fiscal des droits de propriété intellectuelle*
14. Deborah Zerbib, *Bitcoins et autres cryptomonnaies : modalités d'imposition des opérations réalisées par les personnes physiques et traitement au regard de la TVA*
- 2008**
15. Marie-France Bigard, *Coopération et intégration dans l'espace caraïbe*
- 2007**
16. Sébastien Akouanou, *Le statut fiscal des entreprises coopératives. Les coopératives agricoles et leurs unions : un modèle de référence*

b. Droit international privé des affaires

**2007**

17. Solenne Coroller, *La transmission de la clause compromissoire dans le droit de l'arbitrage international*
18. Anne-Marie Thès, *Les négociations non formalisées des contrats internationaux de droit privé*
19. Bao Nga Thi TRAN, *La libéralisation du commerce et son influence sur les investissements directs étrangers au Vietnam*

**2006**

20. M. Pierre Chalon, *La détermination de la loi applicable au contrat de franchise en l'absence d'electio juris*
21. M. Mathieu Combet, *Les relations contractuelles entre opérateurs économiques en droit communautaire*

c. Autres

**2008**

22. Félicie Callard, *La sécurisation des contrats commerciaux conclus par un équipementier automobile*

**2006**

23. Vincent Binder, *La responsabilité juridique des tiers au contrat de vente conclu entre consommateurs sur EBay – ou la chaîne de la confiance du C2C*

|   |   |
|---|---|
| <p><b>Directeur académique de zone géographique au SGRI</b></p>         | <p>Pour le développement de la zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des relations avec les universités partenaires : proposition de nouveaux projets/négociation des flux d'étudiants, etc.</li> <li>- Recherche de nouveaux partenaires si besoin</li> <li>- Analyse des partenariats à renégocier/suspendre et gestion de la négociation</li> <li>- Analyse des questions et des sollicitations des universités étrangères de la zone</li> <li>- Production d'un avis d'expert pour les projets de coopération dans la zone (projets de formation ou recherche)</li> <li>- Participation à la rédaction/relecture des nouvelles conventions signées sur la zone</li> <li>- Participation éventuelle aux missions dans la zone et aux salons internationaux</li> </ul> <p>Pour les mobilités étudiantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité de la sélection des étudiants sortants : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Participation à la semaine des RI pour présenter la zone et ses spécificités (réunion par zone/événementiel sur un pays/zone)</li> <li>o Constitution des jurys d'entretien de sélection (choix des enseignants y participant) en collaboration avec le coordonnateur administratif de zone</li> <li>o Participation aux entretiens de sélection</li> <li>o Affectation des étudiants dans les universités partenaires</li> <li>o Réponse aux étudiants contestant la décision d'affectation sur la zone</li> <li>o Accompagnement ponctuel d'étudiants sortants en difficulté</li> </ul> </li> <li>- Accompagnement des étudiants entrants de la zone <ul style="list-style-type: none"> <li>o Animation avec le coordonnateur administratif de zone de la réunion d'information de début d'année (pour les questions liées aux études)</li> <li>o Accompagnement ponctuel d'étudiants entrants en échange en difficulté</li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Directeur académique adjoint de zone géographique au SGRI</b></p> | <p>En appui au développement de la zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des relations avec les universités partenaires</li> <li>- Recherche de nouveaux partenaires si besoin</li> <li>- Analyse des questions et des sollicitations des universités étrangères de la zone</li> <li>- Production d'un avis d'expert sur la zone pour les projets de coopération dans la zone (projets de formation ou recherche)</li> <li>- Participation éventuelle aux missions dans la zone et aux salons internationaux.</li> </ul> <p>Pour les mobilités étudiantes : Participation aux entretiens de sélection des étudiants sortants et aux affectations.</p> <p>Soutien au coordonnateur académique de zone dans ses missions, en cas d'absence de celui-ci.</p>  |